



Seminar Report

Research Division - NATO Defense College, Rome - December 2009

Compte rendu de séminaire «L'OTAN et la sécurité du Golfe» 2-3 décembre 2009 Collège de Défense de l'OTAN, Rome

Le Collège de Défense de l'OTAN a organisé les 2-3 décembre 2009 un séminaire international de recherche sur le thème de «L'OTAN et la sécurité du Golfe», dans le cadre du Dialogue méditerranéen (DM) et de l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI). Ce séminaire de haut niveau qui s'est déroulé selon les règles de Chatham House a réuni 55 experts, chercheurs, officiers et diplomates en provenance des pays membres de l'OTAN, du DM et de l'ICI, ainsi que du Golfe. L'Iran et les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) étaient ainsi tous représentés. Ce séminaire a permis de mieux comprendre les défis de sécurité et les enjeux stratégiques pour l'ensemble des pays de la région.

Les points les plus importants dégagés des présentations et des discussions informelles entre participants peuvent être résumés de la façon suivante :

● Concernant les principaux acteurs présents dans la région

Les Etats-Unis demeureront un acteur majeur incontournable pour la sécurité du Golfe. Aucun autre Etat n'a la volonté ou les moyens de se substituer à eux pour devenir le principal pourvoyeur de sécurité régionale. La libre circulation maritime dans le détroit d'Ormuz reste un enjeu d'autant plus vital pour les Etats-Unis que la consommation de pétrole n'ira qu'en augmentant pendant les vingt prochaines années. Le Golfe conserve donc toute sa valeur géostratégique.

Les deux principaux handicaps auxquels doivent faire face les Etats-Unis dans la région sont leur image globalement négative et leur impatience qui les pousse à commettre des erreurs.

Les Etats du Golfe sont divisés sur l'attitude à adopter face à la présence militaire américaine et vis-à-vis d'une offre éventuelle d'extension du parapluie nucléaire américain à la région. Tous s'entendent néanmoins sur le fait que l'architecture de sécurité du Golfe dépendra de l'issue du dialogue entre les Etats-Unis et l'Iran, quelle que soit cette issue.

L'OTAN est mal connue et souffre d'un déficit d'image dans la région. Après cinq années d'existence, le bilan de l'ICI est toutefois perçu comme globalement positif, mais comme ayant atteint ses limites. L'ICI, perçue comme un facteur potentiel de fragilisation du CCG, se trouve donc aujourd'hui à un carrefour. De nombreux obstacles persistent :

- L'absence de l'Arabie saoudite et d'Oman au sein de l'ICI;
- L'absence de vision stratégique commune;
- La persistance de rivalités au sein du CCG;

- La relative méfiance des familles régnantes vis-à-vis de l'institution militaire;
- La poursuite du conflit israélo-arabe et israélo-palestinien;
- La primauté des agendas bilatéraux.

A l'exception des Britanniques et des Français présents militairement dans la région, **les Européens** et l'UE sont perçus comme des pourvoyeurs de « soft & smart security ».

Le CCG reste un acteur fragile qui souffre d'un grave déficit de crédibilité. Il ne peut être assimilé à une Alliance et demeure pour l'instant totalement incapable de constituer un cadre de sécurité collective crédible.

L'Irak étant hors-jeu, **l'Iran et l'Arabie saoudite** demeurent pour l'instant les deux seuls pôles de gravité de la région.

La percée de **la Turquie** dans la région est manifeste et agace certains pays membres du CCG.

● **Concernant les principaux défis auxquels font face les Etats de la région**

Sur le plan sécuritaire :

- L'Iran, tant pour son programme nucléaire que par sa capacité à lancer des missiles balistiques et instrumentaliser différents mouvements « terroristes ».
- Le Yémen, qui risque de devenir un Etat failli à partir duquel différents mouvements terroristes menacent d'agir en direction de l'Arabie saoudite.
- La menace terroriste, pour l'instant largement sous contrôle grâce à une étroite coopération des Etats du CCG dans la lutte contre le terrorisme.

Sur le plan politique :

- Le renforcement du CCG pour lui donner toute sa cohérence régionale.
- La stabilisation de l'Irak et son évolution vers un Etat centralisé, nationaliste et laïc.
- La résolution du conflit israélo-palestinien qui reste le terreau majeur sur lequel prospère le terrorisme dans l'ensemble du Moyen-Orient. De ce point de vue, il est important que l'Occident s'attache à rassurer Israël afin que celui-ci se sente suffisamment en sécurité pour consentir aux Palestiniens, aux Syriens et aux Libanais des concessions perçues comme indispensables.

Sur le plan socio-économique :

- La nécessité de préserver l'identité de chaque pays.
- La nécessité d'agir sur le facteur démographique pour rééquilibrer la proportion des nationaux au sein de la population des Etats membres du CCG.
- La nécessité de poursuivre les réformes politiques.
- La volonté de contenir l'expansion du chiisme dans la région.

Curieusement, aucun des intervenants n'a évoqué le facteur environnemental et les risques liés au réchauffement climatique (notamment en terme d'accès à l'eau potable), ni la nécessité de diversifier la structure économique des Etats du CCG. La crise financière qui affecte Dubaï est perçue comme un phénomène passager qui se soldera par un rééquilibrage des forces au profit d'Abou Dhabi.

● Concernant la stabilisation de l'Irak

Le Premier ministre Maliki ne croit pas à la solution d'un Irak fédéral et il est prêt à utiliser la force pour instaurer un Etat centralisé fort. Son gouvernement montre une volonté claire de se démarquer de plus en plus de l'influence iranienne.

La Turquie est devenue un acteur important et incontournable en Irak.

Contrairement à bien des idées reçues, la « lutte des classes » est un facteur de division de la société irakienne beaucoup plus important que les facteurs ethniques ou religieux.

L'avenir de l'Irak dépendra in fine de la réponse que les Irakiens apporteront à trois questions fondamentales:

- Quel rôle pour l'armée et le corps des officiers ?
- Quelle évolution pour la Constitution et les institutions centrales ?
- Quel rôle offrir à la minorité kurde ?

● Concernant l'Iran

Les Etats du Golfe sont divisés quant à l'attitude à adopter face à l'Iran, particulièrement dans la perspective d'un Iran nucléaire.

Large consensus sur le fait que l'Afghanistan constituerait un dossier idéal pour réengager positivement l'Iran sur un mode « gagnant-gagnant ».

Les principes clés de la politique intérieure iranienne :

- La défense d'un régime qui se perçoit comme toujours menacé de l'extérieur.
- Le maintien d'un juste équilibre entre la dimension « républicaine » et la dimension « islamique » du régime, qui se traduit par un partage du pouvoir entre le guide suprême, le président de la République, le chef du Conseil de discernement et le président du Parlement.
- Le refus de toute ingérence extérieure.

Les quatre mots clés de la politique étrangère iranienne :

- Sécurité
- Dignité
- Prestige (à travers la maîtrise du nucléaire)
- Flexibilité

Les trois objectifs fondamentaux de la politique étrangère iranienne :

- Acceptation du programme nucléaire iranien, qui fait l'objet d'un consensus total dans la classe politique iranienne et qui s'impose comme un facteur de cohésion nationale très puissant.
- Garanties de non-agression vis-à-vis de l'Iran.
- Reconnaissance d'un rôle régional de l'Iran, notamment dans le domaine énergétique.

La politique étrangère iranienne a toujours oscillé autour de trois axes :

- Le Golfe, qui reste le centre d'intérêt prioritaire de l'Iran.
- Le Levant (Syrie, Liban, Israël et territoires soumis à l'Autorité palestinienne), perçu comme un moyen de pression pour obtenir les objectifs recherchés vis-à-vis du Golfe.

- La « Look to the East Policy » (Russie, Chine, Pakistan, Inde, Amérique Latine) qui n'est là que pour contrebalancer les tentatives d'isolement du régime. Concernant ce dernier axe, il est intéressant de noter que les Iraniens se méfient toujours des Russes (leur relation se caractérise par une alternance de hauts et de bas). Une entente avec les Américains entraînerait très certainement un net ralentissement des relations entre Téhéran et Moscou. Les Iraniens perçoivent leur relation avec les Chinois comme essentiellement fondée sur des intérêts économiques croisés et bien compris, essentiellement dans le domaine énergétique. Il existe une longue tradition de liens économiques solides et fructueux entre le Bazar et la Chine. Les investissements chinois dans le domaine énergétique sont perçus comme cruciaux pour le long terme et cette relation pragmatique doit être préservée à tout prix. Les Iraniens sont agacés par les Indiens qu'ils accusent de poursuivre des agendas contradictoires. Ils entretiennent en revanche des relations cordiales avec les Pakistanais, mais s'en méfient, notamment à cause de leur double jeu vis-à-vis de l'Afghanistan. Enfin, les relations entre le régime iranien et le président vénézuélien Chavez ne sont motivées que par des raisons économiques (importation d'essence raffinée) en prévision d'un renforcement éventuel des sanctions à l'encontre de l'Iran.

Le président iranien Ahmadinejad serait très favorable à un grand marchandage avec les Etats-Unis, mais pas forcément avec le reste de la communauté internationale. Un accord intérimaire sur le nucléaire qui préserve les intérêts et la dignité de l'Iran (sortie honorable) constituerait une étape décisive qui lui permettrait de rallier à sa ligne politique pragmatique le président du Parlement Larijani, puis le guide suprême Khamenei. Ahmadinejad cherche avant tout à rétablir une « parité stratégique » pour pouvoir discuter avec Barack Obama sur un pied d'égalité. La relation avec les Etats-Unis est donc survalorisée par le régime iranien. Elle est désormais perçue par Téhéran comme le meilleur moyen de satisfaire les objectifs de la politique étrangère iranienne.

Le régime iranien est réaliste et n'est pas opposé à la présence militaire américaine dans le Golfe, mais il veut transformer la relation Iran-USA en une relation « gagnante-gagnante ».

L'Iran serait favorable à une architecture régionale de sécurité qui s'appuierait sur quatre acteurs majeurs : l'Iran, l'Irak, les Etats-Unis et l'Arabie saoudite.

L'Iran développe une stratégie énergétique ambitieuse de long terme qui consiste à s'affranchir des terminaux pétroliers situés à l'intérieur des eaux du Golfe (jugés trop enclavés et trop vulnérables en cas de crise) en diversifiant ses exportations d'hydrocarbures dans trois directions différentes :

- Vers l'Europe, via la Turquie (d'où la nécessité pour Téhéran de maintenir de bonnes relations avec Ankara et vice-versa).
- Vers l'Inde, l'Asie et le Japon à travers la construction d'un nouveau terminal pétrolier débouchant directement sur l'océan Indien (grâce à l'apport de capitaux indiens).
- Vers la Chine, via l'Afghanistan et/ou le Pakistan par la construction d'un nouvel oléoduc (grâce à l'apport de capitaux chinois).

● Concernant l'avenir de l'ICI

Pour être crédible, l'OTAN doit clarifier sa stratégie vis-à-vis de l'ICI et réfléchir à ce qu'elle est prête à apporter à ses membres en termes de sécurité effective. En d'autres termes, les Etats de la région doivent comprendre ce que ferait l'OTAN en cas d'agression vis-à-vis de leur territoire.

L'Afghanistan fait figure de test pour la crédibilité de l'engagement de l'OTAN dans la région. De même, l'OTAN devrait aider davantage à stabiliser l'Irak pour démontrer sa valeur ajoutée dans la région.

L'OTAN doit chercher en priorité à améliorer la perception et l'image que les pays du Golfe ont d'elle-même, tant vis-à-vis des élites que des opinions publiques. Il serait utile de multiplier les sondages sur ce sujet. Il apparaît également important de renforcer le dialogue culturel entre pays membres de l'OTAN et de l'ICI.

Nécessité de redonner vie à une approche politique dans les rapports entre l'Occident et les pays du CCG (actuellement dominés par l'approche militaire et sécuritaire). De ce point de vue, les Etats du CCG sont unanimes pour considérer que l'action de l'OTAN dans leur région doit compléter (et non se substituer à) celle d'autres organisations internationales et doit se conformer aux règles du droit international. Une opération de l'OTAN dans la région ne serait acceptée que si elle était fondée sur une décision du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Large consensus sur la nécessité de miser plutôt sur la qualité que sur la quantité en termes d'activités proposées dans le cadre du partenariat.

Nécessité de bien différencier l'ICI du Dialogue méditerranéen qui répondent tous deux à des logiques différentes.

Enfin, l'OTAN doit faire preuve de patience dans sa relation avec les Etats du Golfe.

* *
*

Dr Pierre RAZOUX
Senior Research Adviser - MD/ICI
North Africa - Middle East - Gulf
NATO Defense College
Research Division
Via Giorgio Pelosi 1
00143 - Rome